

# ? FAQ – SCCA réformé (focus sur les évolutions 2026)

## ◇ Quels sont les principaux changements apportés par la réforme du SCCA ?

La réforme du dispositif SCCA entrée en vigueur en janvier 2026 vise trois objectifs majeurs : **clarifier les règles, renforcer la structuration de la filière locale et améliorer l'évaluation des projets.**

Les principales évolutions sont les suivantes :

### 1. Une clarification et une extension des formats éligibles

La liste des œuvres éligibles a été précisée et modernisée, notamment avec :

- l'intégration explicite des **œuvres immersives** (VR, AR, dispositifs interactifs) ;
- une meilleure prise en compte des **formats numériques et plateformes** (SMAD) ;
- la reconnaissance formelle de la **docufiction** comme œuvre patrimoniale ;
- des durées et formats désormais adaptés aux usages contemporains (séries, plateformes, diffusion internationale).

👉 Objectif : tenir compte des nouvelles formes de création et de diffusion, sans dénaturer l'esprit patrimonial du dispositif.

### 2. Une meilleure lisibilité des plafonds d'aide et des bonifications

La réforme introduit :

- des **plafonds d'aide clairement identifiés** par type d'œuvre et par phase (préparation / production) ;
- un **barème de bonification transparent**, fondé sur des critères d'intérêt général :
  - emploi local,
  - transmission des compétences,
  - diffusion hors Polynésie française,
  - usage du reo Tahiti,
  - effet de levier financier,
  - travail en groupement.

👉 Objectif : favoriser les projets les plus structurants pour la filière, tout en assurant l'équité entre porteurs de projets.

### 3. Un encadrement renforcé des projets en cours

La réforme introduit des plafonds clairs :

- nombre maximum de projets soutenus par entreprise et par commission ;
- nombre maximum de projets simultanément en cours.

👉 Objectif : éviter l'effet de concentration des aides et permettre un accès plus large au dispositif.

## ◇ Qu'est-ce qu'un groupement (ou groupement momentané d'entreprises) ?

Un **groupement momentané d'entreprises (GME)** est une association temporaire de plusieurs structures de production qui choisissent de **porter ensemble un projet**, tout en conservant leur autonomie juridique.

Dans le cadre du SCCA :

- le groupement doit être formalisé par une **convention de groupement ou un contrat de coproduction** ;
- un **mandataire** est désigné : il est l'interlocuteur principal de l'administration ;
- chaque membre doit être **immatriculé en Polynésie française** et à jour de ses obligations sociales et fiscales.

La réforme prévoit en outre que :

- **l'un des membres du groupement doit être une structure de petite taille** (moins de trois salariés permanents, y compris les sociétés unipersonnelles) ;
- le mandataire doit attester que cette structure participe **effectivement** à la réalisation du projet.

🔑 **Volonté derrière cette évolution :**

- encourager la **coopération entre sociétés locales** ;
- favoriser la montée en compétences des **petites structures** ;
- structurer durablement la filière audiovisuelle polynésienne, au-delà de quelques acteurs déjà établis.

## ◇ Pourquoi le formulaire demande-t-il désormais les profils LinkedIn (ou équivalents professionnels) ?

La demande de **liens vers les profils professionnels en ligne** (LinkedIn ou plateformes équivalentes) constitue une nouveauté introduite par la réforme.

Cette évolution répond à plusieurs objectifs :

### 1. Faciliter l'analyse qualitative des équipes

Les profils professionnels permettent :

- d'apprécier plus rapidement l'expérience des auteurs, réalisateurs et techniciens ;
- de mieux comprendre les parcours, compétences et références, sans multiplier les pièces administratives.

### 2. Renforcer la transparence et l'objectivité

Les profils en ligne complètent les CV transmis et offrent :

- une vision actualisée des expériences ;
- une meilleure lisibilité pour les membres de la commission consultative mais aussi dans l'objectif de faciliter l'attractivité des profils à l'extérieur de la Polynésie française.

### 3. Alléger le dossier administratif

Cette demande ne remplace pas les pièces obligatoires, mais :

- évite des redondances ;
- permet de limiter la production de documents lourds ou peu lisibles.

## ◇ Qu'est-ce que le dispositif SCCA ?

Le **SCCA – Soutien à la création cinématographique et audiovisuelle** est un dispositif de la Polynésie française destiné à **accompagner financièrement la création d'œuvres audiovisuelles et cinématographiques locales**, en phase de **préparation** ou de **production**.

Il vise à structurer la filière, soutenir la création artistique et favoriser l'emploi et les compétences locales.

## ◇ Qui peut déposer une demande SCCA ?

Peuvent déposer une demande :

- les **personnes physiques résidant en Polynésie française** ;
- les **sociétés de production établies en Polynésie française**, relevant des codes NAF **5911A** ou **5911C**.

Le demandeur doit être :

- immatriculé en Polynésie française ;
- à jour de ses obligations fiscales et sociales ;
- hors procédure de cessation de paiement.

⚠ Les personnes morales de droit public et les sociétés d'économie mixte ne sont pas éligibles.

## ◇ Combien de projets une entreprise peut-elle déposer ?

Une même entreprise ne peut bénéficier simultanément du soutien SCCA pour **plus de dix (10) projets en cours**.

## ◇ Quels types d'œuvres sont éligibles ?

Sont éligibles les **œuvres dites de “stock”**, destinées à une première diffusion :

- à la télévision,
- au cinéma,
- ou sur un **service de médias audiovisuels à la demande (SMAD)**.

Exemples :

- documentaires (unitaires ou séries),
- fictions (séries, téléfilms, longs métrages),
- films d'animation,
- courts métrages de fiction de création,
- programmes courts de fiction,
- magazines audiovisuels de stock,
- **œuvres audiovisuelles immersives** (VR, AR, dispositifs interactifs).

## ◇ Qu'est-ce qu'une œuvre « de stock » ?

Une œuvre de stock est une œuvre qui **conserve sa valeur indépendamment du nombre de diffusions** (contrairement aux programmes de flux comme les émissions d'actualité, les retransmissions ou les magazines d'information).

## ◇ Les programmes de flux sont-ils éligibles ?

✗ Non.

Les programmes de flux (émissions d'actualité, retransmissions sportives, captations de spectacles, programmes promotionnels ou publicitaires) **ne sont pas éligibles** au dispositif SCCA.

## ◇ Les œuvres immersives sont-elles éligibles ?

☒ Oui.

Les **œuvres audiovisuelles immersives** sont éligibles si elles présentent :

- un intérêt artistique, culturel ou éducatif,
- une **stratégie de diffusion adaptée** à leur format et à leur public.

## ◇ Quelle est la différence entre l'aide à la préparation et l'aide à la production ?

- **L'aide à la préparation** soutient l'écriture et le développement du projet (scénario, repérages, pilote, bande-annonce, etc.).  
☞ Elle ne peut être sollicitée **qu'une seule fois par projet**.
- **L'aide à la production** soutient la réalisation de l'œuvre (tournage, post-production, rémunérations, prestations techniques).

## ◇ Quel est le montant de l'aide ?

L'aide SCCA est plafonnée à :

- **50 % maximum des dépenses locales éligibles**,
- dans la limite des **plafonds réglementaires applicables selon le type d'œuvre et la phase sollicitée**.

✂ Les frais généraux sont plafonnés à **7 % de la part locale**.

✂ L'achat de matériel audiovisuel ou bureautique **n'est pas éligible**.

## ◇ Comment l'aide est-elle versée ?

L'aide est versée en **deux tranches** :

- **1<sup>re</sup> tranche (50 %)** : après publication de l'arrêté d'attribution au Journal officiel de la Polynésie française ;
- **2<sup>e</sup> tranche (solde de 50 %)** : après transmission et validation des justificatifs définitifs (dépenses certifiées, master, éléments de diffusion).

## ◇ Quels sont les délais à respecter après attribution ?

Le bénéficiaire doit :

- démarrer le projet dans un délai de **3 mois** suivant l'arrêté d'attribution ;
- achever l'œuvre dans un délai de **2 ans**.

Un **report unique d'un an** peut être accordé sur demande motivée déposée avant l'échéance.

## ◇ Y a-t-il des obligations de communication ?

☒ Oui.

Toute œuvre soutenue doit faire figurer la mention obligatoire :

« Cette œuvre a bénéficié du soutien de la Polynésie française ».

## ◇ Quand déposer une demande SCCA en 2026 ?

Pour la 1<sup>re</sup> commission SCCA 2026 :

- **Dépôt des dossiers** : du **15 janvier au 15 février 2026 (23h59, heure de Tahiti)** ;
- **Contrôle de complétude** : du **16 février au 15 mars 2026** ;
- **Commission SCCA** : avril 2026 ;
- **Notification des décisions** : après validation en Conseil des ministres.
- 

## ◇ Où déposer une demande ?

Les demandes sont déposées **exclusivement en ligne** via la plateforme :

👉 [www.mes-demarches.gov.pf](http://www.mes-demarches.gov.pf)

## ◇ L'accusé de réception vaut-il attribution de l'aide ?

☒ Non.

L'accusé de réception électronique **ne vaut ni promesse d'aide ni décision d'attribution**.

## ◇ Que se passe-t-il en cas de non-respect des engagements ?

En cas de non-respect des obligations prévues par l'arrêté d'attribution, l'administration peut demander le **remboursement total ou partiel de l'aide**.